

009 756
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2022 DU 10 OCT 2022

RELATIF A L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BATIMENT ABRITANT LES
SALLES D'AUDIENCES DU PALAIS DE JUSTICE D'AMBAM.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Autorité Contractante, lance en procédure d'urgence pour le compte du Ministère de la Justice, un Appel d'Offres National Ouvert pour la sélection d'une entreprise en vue de l'exécution des travaux de construction du bâtiment abritant les salles d'audiences du Palais de Justice d'Ambam.

Les travaux comprennent l'exécution d'un (1) bâtiment devant abriter deux (2) salles d'audiences composées d'une grande salle d'audiences A, d'une petite salle d'audiences B et d'une passerelle.

2. Consistance des Travaux

Les travaux comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- travaux préliminaires ;
- travaux de fouilles, remblais et béton, béton armé, maçonnerie et étanchéité ;
- charpente – couverture ;
- passerelle ;
- faux plafond ;
- revêtements sols et murs carrelés ;
- plomberie sanitaire-protection incendie ;
- climatisation ;
- courants forts-courants faibles ;
- menuiserie bois-métallique-aluminium ;
- peinture-signalétique.

3. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de vingt-quatre (24) mois.

Il court à compter de la notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

4. Allotissement

Les travaux objet du présent Dossier d'Appel d'Offres seront réalisés en un lot unique.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel global des travaux est de trois cent cinquante millions (350 000 000) Francs CFA repartit ainsi qu'il :

- deux cent millions (200 000 000) francs CFA pour les exercices 2022 et 2023 ;
- cent cinquante millions (150 000 000) Francs CFA pour l'exercice 2024.

6. Participation

La participation à cet Appel d'Offres National Ouvert est ouverte à toute Entreprise ou tout groupement d'Entreprise de Bâtiments et Travaux Publics (BTP) établis en République du Cameroun ayant des compétences et une expérience avérée dans le domaine de construction des Bâtiments et Travaux Publics.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) MINJUSTICE –Exercices : 2022, 2023 et 2024.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances dont la liste figure au niveau de la pièce 13 du DAO. Le montant de ladite caution s'élève à sept millions (7 000 000) FCFA. Cette caution provisoire sera valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales (DAG), Service des Marchés Publics, Porte 410, BP : 1000 Yaoundé Cameroun ; Tel : 222 239 063 ; adresse email : dag.minjustice@gmail.com dès publication du présent Avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de la Justice , Direction des Affaires Générales (DAG) , Service des Marchés Publics, Porte 410 , BP :1000 Yaoundé Cameroun ; Tel : 222 239 063 ; adresse email : dag.minjustice@gmail.com ,dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme de deux Cent mille (200 000) Francs CFA non remboursable au titre des frais du dossier.

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre sont repartis en trois volumes ci-après, contenus dans trois (03) enveloppes fermées et scellées dont :

- l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'offre technique (volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'offre financière (volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause. Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de même couleur autre que blanche.

12. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (7) exemplaires physiques dont un (1) original et six (06) copies et une copie numérique ; marquées comme tels, devra parvenir sous pli fermé, au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales (DAG) , Service des Marchés Publics, Porte 410 , BP :1000 Yaoundé-Cameroun tel : 222 239 063 ; adresse email : dag.minjustice@gmail.com, au plus tard le 03 NOV 2022 à 12h00. Elle devra porter la mention :



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 009/2022/DAONO/MINJUSTICE/CIPM/2022 DU 10 OCT 2022

RELATIF A L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU BATIMENT ABRITANT LES
SALLES D'AUDIENCES DU PALAIS DE JUSTICE D'AMBAM.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

Les offres pourront parallèlement au dépôt physique être soumises via l'application COLEPS. A cet effet, les BET devront prendre l'attache du Ministère des Marchés Publics (MINMAP) pour obtenir des certificats électroniques leur permettant d'y accéder.

13. Recevabilité des offres.

- Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres ;
- Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

14. Critères d'évaluation des Offres

14.1. Critères éliminatoires

14.1.1 : Pièces administratives :

- 1) Fausse déclaration, documents falsifiés ou scannés, absence d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai de 48 heures ;
- 2) Fausse déclaration, documents falsifiés.
- 3) Absence de caution de soumission.

14.1.2 : Offre technique :

- 4) Absence de l'attestation de visite de site ;

5) Non-satisfaction aux conditions du Directeur de projet contenues dans le tableau suivant :

N°	DESIGNATION	EXISTENCE		Observations
		OUI	NON	
A1	Directeur de projet			
1.	Copie certifiée conforme du diplôme d'Ingénieur du Génie Civil (BAC + 5) ou plus inscrit à l'ONIGC			
2.	C.V daté et signé			
3.	Expérience générale dans le Génie Civil ≥ 10 ans			
4.	Expérience générale dans les travaux de construction des bâtiments ≥ 05 ans			
5.	Expérience comme Directeur des Travaux de Génie Civil ≥ 05 ans			
6.	Avoir réalisé au moins un (1) projet R+5			
7.	Avoir réalisé au moins un (1) projet de terrassement			
8.	Attestation de disponibilité datée et signée			

6) Non satisfaction des cinq (05) critères essentiels ;

7) Absence d'un contrat de sous-traitance géotechnique dûment rempli et signé avec un laboratoire géotechnique agréée pour le groupe 1 d'essai des sols et fondations dans le cas où le soumissionnaire n'en dispose pas ;

8) Indications des informations financières dans l'offre technique.

14.1.3 : Offre financière :

9) Pièces non conformes ;

10) Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;

11) Absence de l'attestation de capacité de préfinancement d'au moins deux cent millions (200 000 000) FCFA.

14.2. Critères essentiels

- L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères essentiels énoncés ci-dessous :

N°	CRITERES	SOUS -CRITERES	
		Nombre minimum de oui par critère	Nombre maximum de oui par critère
1.	Présentation de l'Offre	3 ouis	4 ouis
2.	Expérience spécifique du soumissionnaire	2 ouis	3 ouis
3.	Expérience et qualification du personnel	20 ouis	25 ouis
4.	Matériels et logistique	14 ouis	19 ouis
5.	Organisation méthodologique et planning	10 ouis	14 ouis
	TOTAL	49 ouis	65 ouis

15. Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante, en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant cent vingt (120) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires concernant le présent Dossier d'Appel d'Offres, peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (DAG), Service des Marchés Publics, portes 410 et 411.

18. Corruption et mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

10 OCT 2022

Fait à Yaoundé, le

Le Ministre d'Etat - Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

Ampliations :

- MINJUSTICE ;
- ARMP (POUR INFO) ;
- SOPECAM (POUR PUBLICATION) ;
- AFFICHAGE ;
- ARCHIVES.



**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER, UNDER EMERGENCY PROCEDURE,
No. 00975 /AONO/MINJUSTICE/CIPM/2022 OF 10 OCT 2022
FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF THE BUILDING HOSTING THE COURTROOMS OF THE
AMBAM COURTHOUSE**

1. Subject of the Invitation to Tender:

The Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, Contracting Authority, on behalf of the Ministry of Justice, hereby issues, under emergency procedure, an Open National Invitation to Tender for the selection of a firm to construct the building hosting the courtrooms of the Ambam Court House.

The works shall comprise a two (2) courtrooms building consisting of a large courtroom A and a small court courtroom B, including a connecting bridge.

2. Scope of Work

The works shall comprise but not be limited to the following:

- preliminary works;
- excavation, backfill and concrete, reinforced concrete, masonry and waterproofing works;
- framing – roofing;
- connecting bridge;
- false ceiling;
- tiled floor and wall coverings;
- sanitary plumbing-fire protection;
- air conditioning;
- high and low voltage power;
- wood-metal-aluminium joinery;
- site-marking painting .

3. Execution deadline

The general execution time frame shall be **twenty-four (24) months** and shall run from the notification of the service order for commencement of services.

4. Allotment

The works of this Invitation to Tender shall be carried out in a single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of this Invitation to Tender is CFAF three hundred and fifty million (350 000 000) shared as follows:

- CFAF two hundred million (200 000 000) for the 2022 and 2023 financial years;
- CFAF one hundred and fifty million (150 000 000) for the 2024 financial year.

6. Participation

Participation in this Open National Invitation to Tender is open to construction and public works firms or groups of firms constituted under Cameroonian law with capacities and proven experience in construction and public works.

7. Financing

The works of this invitation to tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice for the 2022, 2023 and 2024 financial years.

8. Bid bond

A bid bond shall be attached to the administrative file. It shall be delivered by a first class banking institution or insurance company approved by the Ministry in charge of Finance and of which a list features in Document 13 of the tender file. The said bid bond is CFAF **seven million (7 000 000)**. The bid bond shall be valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of bids.

9. Consultation of tender file

The tender file can be consulted at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410: P.O. Box: 1000 Yaounde Cameroon; Tel: 222 239 063; email address: dag.minjustice@gmail.com upon publication of this notice.

10. Acquisition of tender file

The tender file can be consulted at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410: PO Box: 1000 Yaounde Cameroon; Tel: 222 239 063; email address: dag.minjustice@gmail.com upon publication of this notice and upon presentation of an original payment receipt into the Public Treasury of a non-refundable fee of CFAF two hundred thousand (200 000) as application fee.

11. Presentation of bids

The following tender documents in three volumes shall be enclosed in three (3) sealed envelopes:

- Envelope A containing administrative documents (Volume 1);
- Envelope B containing the technical offer (Volume 2);
- Envelope C containing the financial offer (Volume 3).

The offers, presented as such, shall be enclosed in a sealed envelope bearing the reference of the tender concerned only. Each volume shall be numbered chronologically in the order of the Tender File and separated by dividers of same colour but not white.

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French and in seven (7) hard copies including one (1) original and six (6) copies including an electronic copy labelled as such, shall be submitted at the Ministry of Justice, Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or 411, P.O. Box 1000 Yaounde Cameroon; tel: 222 239 063; email address: dag.minjustice@gmail.com, latest on 03 NOV 2022 at 12h00. They shall bear the following information:

 **009 OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE**
N° 5 012/PAONO/MINJUSTICE/CIPM/2022 OF 10 OCT 2022
FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF THE BUILDING HOSTING THE COURTROOMS OF THE
AMBAM COURTHOUSE

"To be opened only at the tender-evaluation session"

Any tender submitted after the submission deadline shall be rejected.

Offers can also be submitted in soft copy via the COLEPS application, in parallel with the submission of hard copies. In this light, bidders should contact the Ministry of Public Contracts (MINMAP) to obtain electronic certificates to access the application.

13. Tender compliance

- In keeping with the requirements of the Special Tender Regulation and under pain of rejection, the issuing service or an administrative authority shall issue the originals or certified true copies of the relevant administrative documents;

- They shall be less than three (3) months from the initial date of submission of bids or be established before the date of signature of the invitation to tender.

- Any incomplete offer according to the tender requirements shall be rejected.

14. Criteria for evaluation of Bids

14.1. Eliminatory Criteria

14.1.1: Administrative documents:

- 1) False declaration, forged or scanned documents, incomplete administrative file beyond a deadline of 48 hours
- 2) False declaration, forged documents;
- 3) Absence of bid bond.

14.1.2: Technical Offer:

- 4) Absence of an attestation of site visit
- 5) Non-compliance with requirements relating to the project manager, as found in the table below:

No.	CRITERIA	EXISTENCE		Remarks
		YES	NO	
A1	Project Manager			
1.	Certified true copy of the Diploma of Civil Engineer "(BAC + 5)" and be registered with the National Order of Civil Engineers			
2.	Dated and signed CV			
3.	General experience in Civil Engineering ≥ 10 years			
4.	General experience in building works ≥ 5 years			
5.	Experience as Project Manager of Civil Engineering works ≥ 5 years			
6.	Executed at least one (1) GF+5 Project			
7.	Executed at least one (1) earthwork project			
8.	Dated and signed attestation of availability			

6) Failure to meet the five (5) essential criteria

7) Absence of a geotechnical sub-contract duly filled and signed by a geotechnical laboratory approved for group 1 of soil and foundation tests where the bidder does not have any;

8) Provision of financial information in the technical offer.

14.1.3: Financial Offer:

9) Non-compliant documents;

10) Omission of a quantified unit price in the financial offer;

11) Absence of an attestation indicating capacity to pre-finance to the tune of at least CFAF two hundred million (200 000 000).

14.2, Essential Criteria

- Bids shall be evaluated according to the essential criteria as follows

No.	CRITERIA	SUB -CRITERIA	
		Minimum number of yes per criterion	Maximum number of yes per criterion
1.	Presentation of the bid	3 yes	4 yes
2.	Specific experience of the bidder	2 yes	3 yes
3.	Experience and qualification of personnel	20 yes	25 yes
4.	Equipment and Logistics	14 yes	19 yes
5.	Methodology and planning	10 yes	14 yes
	TOTAL	49 yes	65 yes

15, Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose bid, evaluated as the lowest after including possible reductions, shall be deemed compliant with the tender file and which has the technical and financial capacities required to satisfactorily execute the contract

16. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender submission deadline.

17. Additional Information

Additional information concerning this tender file may be obtained during working hours at the Department of General Affairs, Public Contracts Service, Room 410 or 411.

18. Corruption and bad practices

In case of corruption or bad practice, please call MINMAP or text a message to the following numbers: 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Copies:

- MINJUSTICE;
- ARMP (FOR INFO);
- SOPECAM (FOR PUBLICATION);
- POSTINGS;
- RECORDS.

Done in Yaounde, 10 OCT 2022

PAR ORDRE
Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals
LE DIRECTEUR DES AFFAIRES
GENERALES
Marie Claire Dieudonné
Magistrat

